

Le fil rouge

REVUE
DÉPARTEMENTALE
D'HISTOIRE SOCIALE

ÉTÉ 2013
N°48 - 10 €



La véritable histoire du chiffon rouge

Juin 1977 p.15



Histoire des luttes Chemin de
«faire» CGT de 1910 à 1995 p.3



Portrait Jacqueline Cléret,
employée administrative
militante p.21



Livres Grand Couronne, quand
le village devient ville p.24



Les leçons du passé

L'actualité brûlante que nous connaissons ne doit pas nous faire oublier le passé.

Les luttes que nos aînés ont menées, victorieuses où pas, montrent l'impérieuse nécessité de ne pas rester passifs devant les attaques de plus en plus violentes dont est victime la classe ouvrière.

Chaque fois que des avancées sociales ont pu être obtenues, (1936, 1945, 1968 et bien d'autres) l'esprit revanchard de nos adversaires a cherché à en réduire la portée. Ce qui était vrai hier l'est encore aujourd'hui.

Tout au long de ce *Fil Rouge* vous découvrirez comment les cheminots ont dû lutter pour obtenir leur statut et comment ils doivent se battre pour le maintenir, contre l'appétit sans limite des groupes de transports privés qui cherchent sans cesse à s'accaparer de ce secteur vital pour l'économie au détriment de l'emploi, de la sécurité.

L'actualité récente confirme hélas cette triste réalité. Des secteurs industriels entiers sont liquidés, jetant des milliers de travailleurs à la rue, affaiblissant nos capacités de production nationale et laissant la porte ouverte à toutes sortes de spéculations dont la France paiera très rapidement le prix fort. Le nouvel Accord National Interprofessionnel, soit disant pour préserver les emplois, laissera en réalité, le champ libre aux employeurs pour agir comme bon leur semblera sur les effectifs et les salaires, en amoindrissant les possibilités de recours. N'oublions pas que c'est contre cela que nos anciens ont lutté et gagné durant des décennies. Quel retour en arrière !

Une autre contribution à notre journal, avec un article de Claude Simon et une interview de Maryvonne Rioual sur l'historique du *Chiffon rouge*, véritable hymne des travailleurs lors des manifs, agrémenté d'un témoignage de Michel Fugain, démontre que, si l'on met l'humain au centre de nos préoccupations, tous les espoirs encore sont permis pour aller vers l'émancipation des plus défavorisés socialement.

L'histoire du mouvement ouvrier, dans la vallée du verre, comme dans tout notre pays continue de démontrer que seule l'action syndicale quand elle est menée dans l'unité, peut faire avancer les revendications des salariés (ées). Cela nécessite le rassemblement du plus grand nombre, avec des syndicats puissants. C'est la leçon de l'histoire, ne l'oublions jamais !

Germain Narzis

Sommaire

p.3

Chemin de « faire » CGT

p.15

La véritable histoire du « chiffon rouge »

p.21

Jacqueline Cléret : employée administrative militante

p.24

La mutation d'un village devenu ville de Thérèse Boulanger, Gérard Gillard et René Lefebvre

p.25

Vie de l'institut

p.27

Bulletin d'abonnement

p.28

Partenariat TLC

N° 48 - 16^e année

édité par l'IHS CGT 76

Tél: 02 35 58 88 60

courriel: ihs76@cgt76

Site: <http://www.ihs76.fr>

N° Siret : 7529047220010

Ont participé à la rédaction: Germain

Narzis - Sylvain Brière - Jacques

Defortescu - Claude Simon - Jacky

Lemonnier - Michel Fugain - Jacky

Maussion

76 - Fond IHS cheminots - Fond

syndicat des cheminots du Havre -

Fond du syndicat des cheminots de

Rouen - La tribune des cheminots -

Jacques Defortescu - Collection per-

sonnelle de Claude Simon - Vincent

Gosselin et Eric Levilly - Jacky

Maussion

Conception graphique: Médiris

Tél: 04 37 28 93 35

<http://blog.agence-mediris.com>

Numéro d'émetteur: 522992

Iconographie: Archives de l' IHS CGT

Imprimerie: Public Imprim



Chemin de « faire » CGT...

Quoi de commun entre les luttes des cheminots de cette fin 1913, qui voit la création de notre Union départementale (UD), et celles qu'ils poursuivent aujourd'hui ?

Une conviction, et la démonstration de la pertinence du syndicalisme révolutionnaire CGT pour la collectivité et la défense des intérêts de ceux qui dispensent un service public au service du public. En vérité, une histoire ouvrière riche dont il serait saugrenu de prétendre que ce papier puisse faire à lui seul le tour complet d'un siècle de mobilisations sociales sur les rails de notre département. En outre, la CGT n'étant jamais l'œuvre d'une ou d'un seul, les cheminotes et cheminots qui y sont

cités – employé(e)s du chemin de fer à l'époque – ne sauraient minimiser le rôle et l'apport de toutes celles et ceux à leurs côtés, dans et hors de leur corporation, simples adhérent(e)s ou militant(e)s en quête d'un tout autre « train de vie ».

Dans une période où les Pouvoirs publics et le MEDEF marquent des points dans leur démarche à tout déréglementer, remettant en cause les rapports sociaux dans et hors des entreprises, la responsabilité du syndicalisme est grande. Comme

1 Grève générale des chemins de fer. Gare Saint-Lazare - Salle des bagages transformée en campement par un piquet de militaires.



Sylvain Brière



2 Carte postale de la grève des cheminots de 1910. Les voyageurs se résignant à terminer la route à pied.
Fond IHS CGT 76.

hier, sa crédibilité se joue toujours sur sa capacité à organiser, rassembler, à conjuguer le pluralisme et l'efficacité, à faire confiance aux nouvelles générations qui, à leur tour, auront en charge d'écrire d'autres chapitres à cette histoire.

De ce point de vue, en ce début de XXI^e siècle, les défis à relever ne manquent pas. Qu'il s'agisse de la dimension européenne prise par le transport ferroviaire, des choix de société à faire afin que le rail occupe toute sa place dans l'organisation des transports terrestres, de la nécessaire complémentarité intermodale, de la défense et du développement du service public, les enjeux sont de taille. Ils vont, à n'en pas douter, nécessiter d'autres mobilisations, d'autres luttes, d'autres solidarités, d'autres engagements. De cheminots, c'est évident ; mais aussi d'usagers, de populations, car dans ce débat, c'est d'intérêt général dont il est question. Les chantiers sont en nombre, les exigences bien réelles. Nous ne partons pas de rien, le livre « Un siècle de luttes avec l'UD CGT de Seine-Maritime » l'atteste. Des traverses sont posées, estampillées CGT et solidement ancrées, elles nous montrent des voies, à notre portée...

1910. « C'est la thune qu'il nous faut ! »

Les cheminots occupent une place singulière dans l'histoire sociale. Dès le début du XX^e siècle, l'expansion des chemins de fer voit d'importantes

mobilisations sévèrement réprimées. En octobre 1910, trois ans quasi jour pour jour avant la création de notre UD, la « grève de la thune », de l'argot désignant une pièce de 5 francs, est la première lutte dont l'évocation conditionne la compréhension de ce chapitre. D'une durée de dix jours, elle a pour revendication principale l'obtention d'un salaire minimum sur l'ensemble des Compagnies. En plus de celles dites secondaires, on en compte six grandes à l'époque, toutes de droit privé, soit près de 330 000 cheminots. 13% d'entre eux cessent le travail (22% sur le réseau Ouest Etat où influe notre UD).

Les grévistes Haut Normands revendiquent aussi un véritable système de retraite, l'augmentation des temps de repos et la limitation de la durée des services qui peut aller jusqu'à 20 heures pour les personnels roulants. Mais l'apprentissage de la lutte des classes est rude. Nombreux sont ceux qui, à l'exemple des camarades Emile Bachelet, Gustave Blard et Gustave Courage du Syndicat de Sotteville en font les frais.

L'impact des arrestations, des réquisitions et des 2 459 révoqués au plan national (322 sur Ouest Etat) génère un sentiment d'échec à la reprise et occulte sur le moment la portée à venir de cette mobilisation. La rétroactivité de la loi sur les régimes disparates de retraite des différentes Compagnies est instaurée fin décembre. Progrès



considérable pour l'époque, un décret unifie pour l'ensemble des réseaux les prestations versées. Début 1911, « la thune » pour salaire journalier est accordée. En juillet, le réseau Ouest intègre définitivement le réseau de l'État avec à la clef quatre représentants du personnel siégeant à son Conseil d'administration. Enfin, sur ce même réseau, le 30 août 1912, le statut du personnel fait l'objet d'arrêtés interministériels qui préfigurent les règles actuelles en vigueur à la SNCF.

Appelée pour le 1^{er} mai, une seconde grève générale a pour première revendication la nationalisation des différents réseaux.

Sur un autre plan, celui des orientations, les divisions entre militants réformistes et révolutionnaires s'exacerbent à l'issue du conflit. Les premiers établissent leur domination sur le Syndicat National, organisation proche de la CGT. Il en résulte une scission de celui-ci en septembre 1911 et la fin du rapprochement avec la Fédération des mécaniciens et chauffeurs adhérente à la CGT. L'idée de se syndiquer et de s'unir persiste néanmoins. Après plusieurs tentatives en 1914 et 1916, elle donne naissance, les 27 et 28 janvier 1917, à la Fédération nationale des travailleurs des chemins de fer français, des Colonies et Pays de protectorat, première appellation de l'actuelle Fédération nationale CGT des cheminots.

1920. « Tête haute mais non vaincus ! »

En ce début 1920, les directions des Compagnies se retranchent derrière l'argument de la reconversion de l'économie de guerre et ses contre-coups sur l'inflation, le chômage, pour rejeter les revendications. Des coups sont portés à l'exigence de nationalisation. Ainsi, peut-on lire dans le *Républicain Rouennais* du 10 janvier : « Il est notoire que la production des ateliers de réparation des Chemins de fer de l'État en général, et ceux de Sotteville en particulier est scandaleusement insuffisante et leur remise à l'industrie privée souhaitée par toutes les compétences

s'accomplira fatalement dans un avenir proche ». C'est donc dans ce contexte, sur fond de clivages et d'affrontements croissants entre réformistes majoritaires et révolutionnaires, qu'une grève éclate. La mise à pied d'un militant parisien, le 25 février, en est à l'origine. Le 27, elle se généralise et prend fin le 3 mars dans la confusion.

Gaston Monmousseau interpellé au Havre quant au bilan de cette action refuse de parler de victoire. Certes, le gouvernement promet d'étudier un projet de transformation du régime des chemins de fer, et un accord est trouvé pour lever les sanctions, définir une nouvelle échelle des salaires et des droits en cas de maladie. Mais outre de ne rien respecter, répression et provocations se multiplient. Les non grévistes se voient ainsi offrir un double salaire. Maurice Gautier, Secrétaire de la Section de Oissel du Syndicat de Sotteville, est inculpé de provocations à des fins anarchistes et comparait devant le tribunal de Rouen avant d'être acquitté.

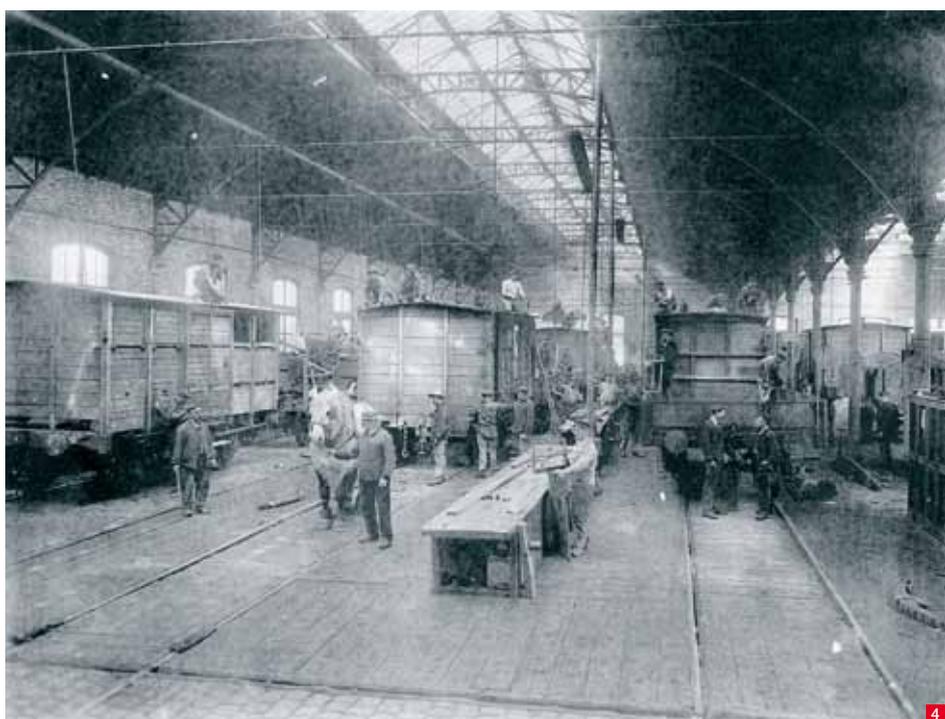
Appelée pour le 1^{er} mai, une seconde grève générale a, sur l'insistance de Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, pour première revendication la nationalisation des différents réseaux. Les révolutionnaires qui ne la conçoivent pas dans le cadre d'une société capitaliste ne partagent pas cette priorité. Pour autant, ce conflit se poursuit tout au

3 Le journal *Le petit Havre* du dimanche 16 octobre 1910.

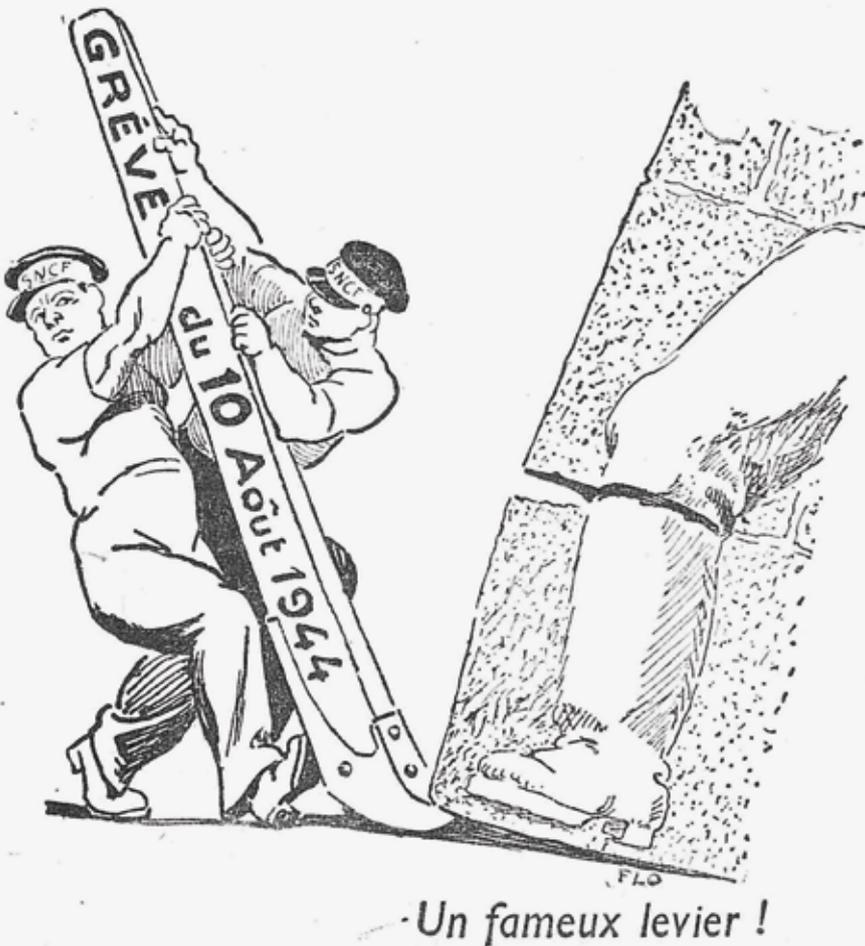
Fond IHS Cheminots.

4 Atelier des wagons Buddicom, Rouen.

Fond IHS CGT 76.



Pour abattre le colosse Allemand



5 Dessin dans *La tribune des cheminots* imageant la grève insurrectionnelle du 10 août 1944. Fond IHS Cheminots.

long de ce mois et se solde par un nouvel échec. A l'image de l'Impartial de Dieppe, toute la presse locale dramatise la situation. Des dirigeants nationaux de la CGT sont emprisonnés, d'autres se cachent. Le 3 mai, une descente de police a lieu chez Maurice Gautier et Gustave Courage, de nombreux documents sont saisis et les deux militants sont incarcérés à la prison Bonne Nouvelle de Rouen, puis transférés à la Santé à Paris. Les positions se durcissent. L'UD lance la grève dans le bâtiment et la métallurgie. Le Préfet fait fermer la Bourse du Travail de Rouen et le gouvernement entame une procédure de dissolution de la CGT. Une première vague de révocations frappe mi-mai les principaux responsables des syndicats locaux : Emile Bachelet, Gustave Blard, Gustave Courage, Maurice Gautier, Charles Hardy, Louis Lachastre, Gaston Raulin, Pillet... 15 militants, rien qu'à Sotteville. Au Havre, François Fouré, Maurice Gateau, Charles Heurtaux sont arrêtés pour complot contre la sûreté de l'Etat avec Louis François et Emile Alliet de l'Union locale. Au total, près de 18 000 cheminots seront révoqués dont 177 sur notre département. Le 27 mai, la Commission exécutive du Syndicat

de Sotteville appelle à la reprise : « Tête haute mais non vaincus ! ».

Les réformistes réinvestissent les mandats des dirigeants révolutionnaires arrêtés. Le durcissement des positions au sein de la CGT sur la conduite de la grève influe sur ses effectifs syndiqués. Le Syndicat de Rouen perd la moitié de ses adhérents. Sotteville qui en comptait 3 200 en 1919 n'en a plus que 1 356 en 1921, année de scission de la CGT, avec d'un côté celle d'obédience réformiste, et de l'autre la CGTU révolutionnaire. Quant à la Fédération des cheminots, elle impose la même année : les « Confédérés » suivent Adolphe Montagne et les « Unitaires » Pierre Semard. Opportunité saisie par le patronat du ferroviaire pour annuler une à une ses concessions faites. Il devra néanmoins faire face à la bataille pour la réembauche des révoqués, au cœur de toutes les luttes jusqu'à la réintégration des derniers sous le Front Populaire.

1944. De la bataille du rail à l'insurrection...

Fin août 1937, un décret-loi fusionne les deux réseaux Etat avec ceux en grandes difficultés financières des cinq compagnies privées. Naît la Société nationale des chemins de fer français (SNCF). Sur les 500 000 cheminots qui y travaillent quatre sur cinq sont syndiqués, dont 360 000 à la CGT dans une Fédération nationale des cheminots réunifiée trois ans plus tôt.

Œuvrant dans un secteur clef de l'économie et disposant d'informations cruciales pour la Résistance, nombreux sont ceux qui y entrent lors de la seconde guerre mondiale. Ils en paient le prix fort : 809 sont fusillés, décapités, pendus, torturés à mort par les nazis ou les nervis de la milice de Vichy ; des milliers d'autres sont internés, déportés dont 1 157 exterminés dans les camps de la mort. En attestent les stèles dans les gares et ateliers, notre département n'est pas épargné par cette longue liste de martyrs où un nom revient

Tout au long de la guerre, à l'occasion des 1^{er} mai, 14 juillet et 11 novembre, des actions patriotiques locales ont lieu en réaction au sort des militants et résistants arrêtés.

LA TRIBUNE DES CHEMINOTS



SAUVEGARDE DU DROIT SYNDICAL TRIOMPHE DES REVENDICATIONS

Tel est le bilan positif de l'action unanime des cheminots

toujours dans la mémoire collective des cheminots, celui de Semard, fusillé le 7 mars 1942 à la prison d'Evreux.

Cette souffrance accumulée annihile les replis identitaires et facilite le sentiment d'appartenance à un service public unique au service du public, incarné par la SNCF. De fait, tout au long de la guerre, à l'occasion des 1er mai, 14 juillet et 11 novembre, des actions patriotiques locales ont lieu en réaction au sort des militants et résistants arrêtés. Elles se cumulent avec l'expression de revendications sociales et voient leur point d'orgue dans la grève du 10 août 1944. Coup terrible porté à l'occupant, reconnu déterminant par l'Etat major des armées alliées, cette grève est en vérité la seule éminemment politique des cheminots, puisqu'elle est « insurrectionnelle ». Non sans paradoxe, elle est encore aujourd'hui officiellement et annuellement commémorée avec les honneurs militaires par une cérémonie à l'arc de Triomphe.

1947. « La CGT continue ! »

L'après-guerre est marquée par l'effort de reconstruction et la participation massive à « la bataille de la production ». Les cheminots y participent d'autant plus, qu'ils ont le sentiment de prolonger leur action patriotique.

Ce n'est qu'à partir de 1947, avec à l'origine une grève des boulangers parisiens, que les choses s'inversent. Signe de la dureté des temps, la baisse du ticket de pain à 200 grammes par jour, alors qu'il n'est honoré dans le meilleur des cas qu'à 150 grammes, est l'étincelle qui provoque l'explosion sociale des cheminots.

Le 12 juin 1947, malgré une campagne de désinformation des pouvoirs publics et de la direction de la SNCF, ceux-ci sont contraints à accorder des mesures salariales et à promettre un reclassement général.

Le 2 juin de premiers arrêts de travail sont observés dans la région parisienne. Une semaine plus tard, c'est la grève générale de tous les services sur l'ensemble du territoire national. La mobilisation est telle que la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) s'associe aux mots d'ordre qui, très vite, s'élargissent à la défense du pouvoir d'achat.

Le 12 juin, malgré une campagne de désinformation des pouvoirs publics et de la direction de la SNCF, ceux-ci se voient contraints à accorder des mesures salariales et à promettre un reclassement général pour la fin de l'année. Entre temps, le départ des ministres communistes du gouvernement, la politique d'expansion américaine via le Plan Marshall et les débuts de « guerre froide » cristallisent des oppositions qui traversent l'ensemble de la société française.

La flambée des prix et le remaniement en automne du protocole d'accord de la grève de juin génèrent un autre mouvement général en novembre. Parti de Marseille le 12, il prend progressivement fin dans l'amertume le 9 décembre.

6 Une de *La tribune des cheminots* du 15 juin 1947.

Fond IHS Cheminots.

Quelques revendications sont satisfaites, mais deux aspects importants restent à régler auxquels s'attelle toute la CGT : la garantie du pouvoir d'achat des salaires et la défense des sanctionnés. Car cette lutte, avec les actions observées dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, chez les métallos, marins et dockers, revêt un caractère interprofessionnel.

Dès lors, elle se heurte d'entrée à des manœuvres de division et à une violente répression exercée par le gouvernement et son ministre de l'Intérieur socialiste, Jules Moch. Pour preuve, 1 264 cheminots sont emprisonnés, révoqués, suspendus ou déplacés au lendemain de cet affrontement majeur. Avant même sa fin et pour cause, une nouvelle scission de la CGT, amorcée dès juillet 1946 dans les PTT par des militants minoritaires proches de Léon Jouhaux, se confirme. Une « Fédération syndicaliste des travailleurs des chemins de fer et de l'Union Française » se crée le 7 décembre. Ce départ encourage un autre, cinq jours plus tard, d'une fraction de mécaniciens qui renouent avec leur ancien Syndicat national professionnel, ancêtre de la Fédération Générale Autonome des Agents de Conduite (FGAAC). Enfin, le 28 décembre, c'est au tour de la « Fédération confédérée des cheminots Force Ouvrière » d'apparaître.

7 Image extraite de la mise au point sur la grève d'août 1953 parue dans *La tribune des cheminots*.
Fond IHS Cheminots.

8 Tract de la grève des cheminots de juin 1947.
Fond IHS Cheminots.



1 264 cheminots sont emprisonnés, révoqués, suspendus ou déplacés suite à la grève de novembre 1947.



Avec une partie des autonomes, ces deux fédérations n'en font plus qu'une, quatre mois plus tard. De ces rangs, voire de ceux de la CFTC, la dislocation de la CGT est appelée et espérée. Ces manœuvres sont vaines, de rudes coups sont toutefois portés à la CGT et à ses militants. Un contexte qu'exploitent Pouvoir politique et direction de la SNCF tout au long de l'année 1948. Roger Grelet et Roger Gueroult du Syndicat de Sotteville sont ainsi révoqués en mai. Fernand Prud'homme, des ateliers de Quatre Mares, l'est également pour avoir actionné le sifflet d'une locomotive, signal rassemblant plus de 500 cheminots pour contester la comparution de trois des leurs en Conseil de discipline. Il est au final rétrogradé et muté à Dieppe. Cet acharnement revancharde n'entame pas pour autant la solidarité avec la grève très dure de huit semaines des « gueules noires », déclenchée en octobre et réprimée dans le sang. Comme les dockers dieppois et havrais, qui ne déchargent plus le charbon étranger, les cheminots Haut

Trois semaines de mobilisation interprofessionnelle où l'on compte jusqu'à 4 millions de grévistes, unis dans l'action.

Normands refusent à leur tour de le transporter. Ils répondent ainsi à l'appel lancé par Raymond Tournemaine et Jules Crapier, tout deux représentants CGT au Conseil d'administration de la SNCF. Pour ce mot d'ordre, ces derniers sont suspendus de leur mandat et révoqués. Cette sanction frappe en fait toute la CGT. Ainsi, outre d'autres mesures discriminantes en matière de droit syndical perdurant jusqu'en 1968, elle ne siègera à nouveau dans cette instance qu'en 1972, soit vingt-quatre ans après.

1953. « Vers un nouveau Front Populaire ! »

La lutte contre les décrets Lanier d'août 1953, du nom du cinquième Président du Conseil de la IV^e République, démontre aussi toute la pertinence du syndicalisme CGT. Ce riche industriel Normand, docile aux lobbies coloniaux, augmente les loyers et impôts dès le début de son investiture, et s'attaque à la Fonction publique, la Sécurité sociale et ses régimes spécifiques de retraite. Sous prétexte de guerre en Indochine et de premières tensions en Afrique du Nord, il se dote de pouvoirs spéciaux. Dès leur annonce, la CGT appelle les salariés à riposter dans l'unité. Ses organisations de la Fonction publique lancent pour le 4 août un mot d'ordre de grève générale de 24 heures. Les cheminots, mais aussi les postiers, les électriciens et gaziers reconduisent cette action. S'ensuivent trois semaines de mobilisation interprofessionnelle où l'on compte jusqu'à 4 millions de grévistes, dont l'unité d'action, ancrée à la base, déjoue les manœuvres des états-majors de FO, de la CFTC et de la Confédération Générale des Cadres (CGC). A nouveau, réquisitions et menaces de sanctions n'y font rien. La multiplication au recul de l'âge de la retraite renforce même la combativité des cheminots. Malgré des rumeurs sur un possible coup d'état militaire, et la paralysie des transports en plein été, le mouvement reste très populaire. Les compagnes des grévistes y prennent une part importante et on ne compte plus les gestes spontanés de solidarité. Sur notre Département, la CGT organise entre autres la distribution de bons de



lait pour nourrir les jeunes enfants de tous ceux en lutte. André Babin et Francis Durand se souviennent encore avec émotion des tas de pluches de « patates » jonchant le sol de leurs dépôts respectifs à Sotteville et au Havre. Et avec eux, bien d'autres, fiers d'avoir fait plier le pouvoir ultra réactionnaire en sauvegardant leur régime de retraite et leurs facilités de circulation, augmentation de 15% des bas salaires à la clef. Par son importance, sa durée, son nombre de grévistes, son organisation et ses acquis, ce mouvement préfigure déjà celui de 1968.

1968. Sortir des conditions de la « bête humaine »

En Seine-Maritime, les salariés investissent très largement et très vite ce « printemps des barri-

9 Une de La tribune des cheminots du 15 août 1953.

Fond IHS Cheminots.

cares » de 1968. Révolutionnaires pour les uns, « chienlit » pour d'autres, ces trois semaines de grève générale et d'occupations d'entreprises vont bouleverser la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays. Après quatorze ans d'interdiction, les manifestations du 1^{er} mai expriment avec force cette impatience et exigence de liberté. En vérité, le feu couve depuis longtemps. La montée des contestations du pouvoir gaulliste, de la guerre au Vietnam, le retour du chômage et la mobilisation d'une jeunesse étudiante en butte au conformisme, à l'ordre établi et à la violence de sa répression policière, ne font qu'embraser le tout. La SNCF est sur la voie de la modernisation, mais ses conséquences sociales ne sont toujours pas abordées avec la CGT, organisation syndicale de loin la plus représentative. Pourtant la perte de 20 000 emplois sur deux ans suscite de nombreuses actions locales, et ce même si depuis juillet 1963 une loi restreint le droit de grève

10 Une de *La tribune des cheminots* de juillet 1986.

via notamment le dépôt préalable d'un préavis. Les altercations avec une hiérarchie quasi-militaire sont nombreuses. Les cheminots se sentent menacés. L'électrification met peu à peu fin à la traction vapeur. Des lignes ferment. La sous-traitance apparaît et les objectifs de productivité tendent toujours plus les roulements. Le retour des 40 heures par semaine acquises en 1936, engagement pris à la Libération lors du passage à 48 heures, se fait toujours attendre. Autant d'éléments qui font, avec le blocage et le faible niveau des salaires, qu'après la grève générale interprofessionnelle du 13 mai, la mobilisation est à son comble le 17, jour de sa reconduction en arrêt de travail illimité de toute la corporation. Dès cette date les drapeaux rouges fleurissent les frontons des gares occupées. Ce sont d'ailleurs ces mêmes étendards qui ouvrent la reprise du travail le 6 juin, à l'issue des dernières assemblées générales.

Le 17 mai 1968, les drapeaux rouges fleurissent les frontons des gares occupées.

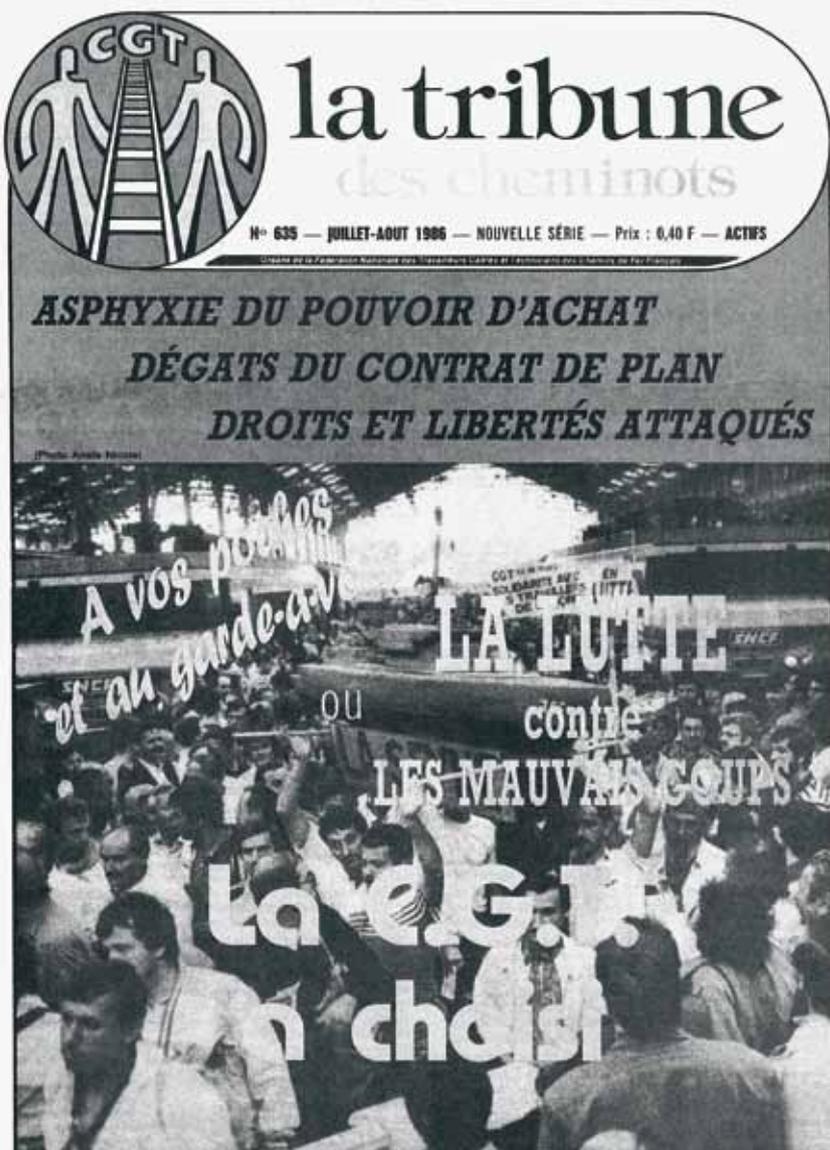
Clairvoyant, *Le grain de sel*, journal du Comité de grève dieppois, dans sa dix neuvième et dernière parution acte avec humour « l'actif immédiat de la grève » : augmentation des salaires et pensions de 10 à 16 % ; réduction du temps de travail par étapes pour revenir aux 40 heures hebdomadaires ; de 26 on passe à 28 jours de congés annuels.

D'autres acquis suivent. En juillet est mis fin à la discrimination syndicale dont fait l'objet la CGT depuis 1947.

Le même mois, un accord-cadre garantit solennellement les intérêts matériels, sociaux et professionnels des cheminots eu égard aux mesures de modernisation. Enfin, en décembre, avec la reconnaissance dans l'entreprise des sections syndicales, un pas fondamental est franchi en matière de droit syndical.

1986. « La SNCF, c'est possible »

En août 1986, le gouvernement de cohabitation Chirac affirme non sans provocation qu'il est temps de refondre le statut des cheminots et de modifier leur régime de retraite. Dans son élan, il tire un trait sur le trafic marchandises, vante l'extension du réseau TGV au détriment des lignes classiques, et minimise les trois catastrophes survenues un an plus tôt, dont celle de Saint-Pierre-



10



du-Vauvray. A l'appui d'un projet de grille salariale « au mérite », il applique en fait les orientations du premier contrat de plan quinquennal Etat-SNCF du précédent gouvernement Fabius, projetant de sacrifier 50 000 emplois sur cette durée.

Appelés à « poser le sac » le 8 décembre, l'avertissement des cheminots est sans équivoque. Non entendus, précédés de peu par leurs collègues des guichets, ils entrent dix jours plus tard dans une grève de 29 jours.

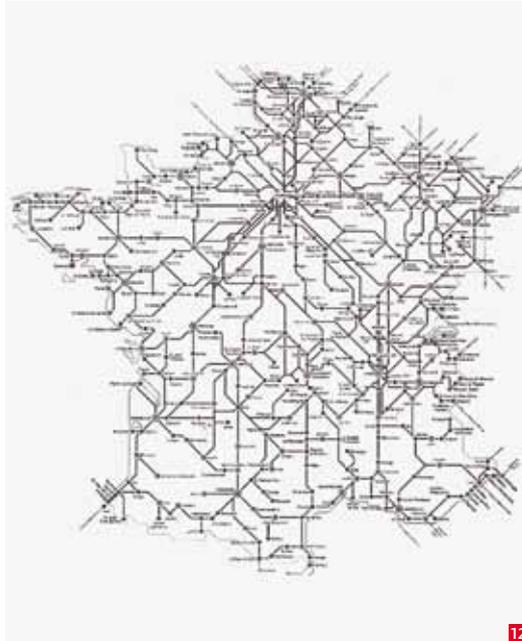
Menée majoritairement par les roulants, sa conduite déjoue un à un les pièges tendus. Le gouvernement et la direction de la SNCF misent sur le pourrissement du conflit et l'hostilité des usagers quasi sans trains en cette période de fêtes. Deux coordinations nationales sur le modèle de celle toute récente des étudiants font des émules parmi les grévistes, et nourrissent avec le sujet des Comités de grève d'âpres débats. Volonté de plus de démocratie directe, conséquence de trois ans d'affrontements et de recours juridiques quant au nombre et prérogatives des Comités d'éta-

blissements ? Une chose est sûre, l'absence de consensus syndical quant à ces nouveaux droits accompagnant la mutation de la SNCF en Etablissement public à caractère industriel et commercial, le 1^{er} janvier 1983, a laissé des traces. En outre, d'aucuns espèrent ainsi contrer les capitulations réformistes à venir, d'autres, simplement porter des coups à la suprématie de la CGT.

De fait, en amont des assemblées générales, celle-ci s'attache à consulter systématiquement ses syndiqués. Lucien Lequerneq, Jean-Pierre Merrien, Marcel Philippe, Dominique Scour à Sotteville, Pierre Barbay, Abdel Bekkeda, Daniel Liot au Havre, Claude Vaillant, Gérard Fécamp, Claude Zazzali à Dieppe, pour ne citer qu'eux, y veillent tout particulièrement. Pour autant, un sentiment général d'amertume domine à la reprise qui s'effectue en ordre dispersé du 9 au 14 janvier. Car si le retrait acté du projet de nouvelle grille fait l'unanimité, les mesures en matière de salaire, de déroulement de carrière et de conditions de travail sont par contre jugées bien minces.

11 Assemblée générale des cheminots havrais en 1995.

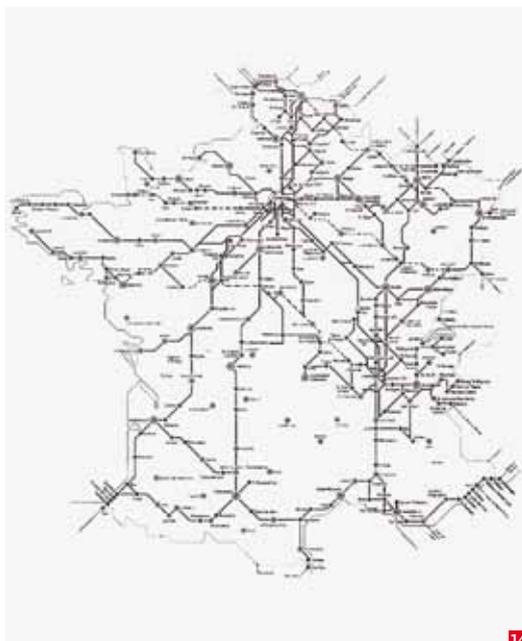
Fond syndicat cheminot du Havre.



12



13



14

Simulations réalisées par la fédération des cheminots CGT en 1995 à partir des scénarii retenus par le comité de pilotage de la SNCF.

Cartes parues dans *La tribune des cheminots* en octobre 1995.

12 Le réseau SNCF voyageurs actuel, tel que l'usager le connaît dans la signalétique du service public. 28 685 km de lignes.

13 Approche du réseau tel que figuré dans l'hypothèse « laxiste » de - 6 000 km de lignes.

14 Le réseau tel que figuré dans la pire des hypothèses de -16 000 km de lignes. Il ne subsisterait qu'un noyau central. Le TER a quasiment disparu de la SNCF.

Les agents du Service intérieur, déjà engagés dans l'action avant cette riposte nationale, ont mené sur 42 jours, une des plus longue lutte de l'histoire des cheminots.

Par ailleurs, une toute autre affiche rouge placardée sur les murs du dépôt de Sotteville en dit long sur l'exaspération des militants CGT.

Le symbole est fort et douloureux : il témoigne de la répression qui s'abat sur ses agents du Service intérieur (SI). Ces derniers, déjà engagés dans l'action avant cette riposte nationale, ont mené sur 42 jours, du 7 octobre au 12 décembre, une des plus longue lutte de l'histoire des cheminots.

Trois d'entre eux et un responsable du Syndicat sont ainsi menacés des plus hautes sanctions. Au final, à l'issue d'une grève de la faim, Georges Geoffroy et Hervé Klein évitent de peu la révocation, et sont, avec Gérard Fardet, mutés du SI par mesure disciplinaire. Mais ni la solidarité et les interventions répétées de la Fédération CGT des cheminots ni les recours exercés en justice n'évitent qu'elle ne s'applique pour Serge Zazzali.

1995. « Tous ensemble ! »

Au début des années 1990, le modèle des services publics « à la française » se heurte à celui de l'ouverture à la concurrence des tenants du libéralisme de l'Union européenne. Une directive impose la séparation comptable entre les frais de gestion de l'infrastructure et ceux de l'exploitation ferroviaire. Contre son application, les cheminots inaugurent la première « euro grève » le 27 octobre 1992.

D'autres débrayages aux plans local, régional et national sur fond de traité européen de Maastricht suivent. Leur fréquence s'accroît en 1994 et 1995 pour déboucher, en novembre et décembre de cette dernière année, sur une lutte majeure.

Aucun train ne roule pendant trois semaines. Ceux qui voyaient les syndicats moribonds en sont pour leurs frais. Leur dépit est profond quand ils constatent que les usagers privés de rails pactisent avec les grévistes. L'idée de fatalité fait place à celle de résistance.

L'appel à la grève générale unitaire lancé par



le Conseil National de la Fédération CGT des cheminots pour le vendredi 24 novembre, exhortant dans le même temps à la tenue d'assemblées générales pour décider des ses suites, a été pleinement entendu. Dans tous les dépôts sa reconduction est votée. Notre département est parmi les plus mobilisé avec une moyenne quotidienne de 80 % de grévistes.

Cartes à l'appui, les restructurations contenues dans le 3^e projet de contrat de plan visant à retrancher du réseau ferré 6 000 à 12 000 km de lignes, à filialiser le SERNAM, à amplifier les 73 000 emplois perdus en dix ans à la SNCF et à y maintenir durablement la rigueur salariale sont refusées avec force.

En outre, si un train peut en cacher un autre, ce plan contractualisé avec et par l'Etat n'occulte en rien un tout autre, projetant de réformer la Sécurité sociale: le fameux « plan Juppé », du nom du Premier ministre RPR de l'époque. De fait, les régimes spéciaux de retraites sont à nouveau attaqués, mais pas seulement, d'où ce slogan du « Tous ensemble ! » scandé au rythme de percussions endiablées dans de gigantesques manifestations quasi quotidiennes ouvertes par les torches

à flammes rouges des cheminots. À Rouen, ces dernières marquent toutes un temps d'arrêt sur le pont Corneille à 11h30 précise.

Dans le froid, salariés de tous secteurs professionnels, retraités, privés d'emploi, étudiants et lycéens font silence afin de percevoir le « cri »,

15 Manifestation dans les rues de Rouen des cheminots en 1995.

Photographie de Philippe Jouvin. Collection syndicat des Cheminots de Rouen

Au début des années 1990, le modèle des services publics « à la française » se heurte à celui de l'ouverture à la concurrence des tenants du libéralisme de l'Union européenne.

leur, émis par les sifflets d'une centaine de locomotives stationnées à Sotteville, près de la « fosse », que beaucoup d'entre eux investissent l'après midi pour des meetings improvisés.

Mais, si puissants qu'ils sont, ces cortèges revendicatifs se heurtent aux difficultés à élargir et à reconduire les arrêts de travail dans le secteur privé. D'aucuns médias parlent de « grève par

procuration » confiée aux cheminots devenus « locomotives de la lutte ». Ces termes participent en réalité d'une stratégie : ancrer l'idée que seule cette corporation lutte et peut encore agir, ce qui est totalement faux.

En Seine-Maritime, la reprise a lieu dans la semaine qui précède Noël. Au final, les cheminots préservent leur régime de protection sociale et de retraite, gagnent le gel et la remise à plat du projet de contrat de plan, ainsi que l'ouverture de négociations sur les salaires et sur les retenues liées au conflit.

Forts d'une unité d'action placée sous la responsabilité et la vigilance des assemblées générales, souveraines en matière de décisions, les cheminots démontrent qu'aussi arrogants et intransigeants ils soient, aucun gouvernement et aucune

direction d'entreprise ne peuvent maintenir intact leurs projets si les salariés décident qu'il doit en être autrement. Certes, plus belle aurait été la victoire si elle n'avait pas conduit à ce paradoxe de la part de militants CFDT, en butte aux positions de leur Confédération, qui, plutôt que de rejoindre la CGT (ils le feront en masse fin 2003), créent une 8^e organisation syndicale à la SNCF : Sud Rail. Et si au pied du sapin avait pu être offert à tous, le retrait total du plan Juppé.

Il s'en est fallu de peu, et c'est sans doute pourquoi, comme pour cette mobilisation et depuis celle-ci, en attestent 2003 et 2010, les cheminots ne décident jamais de mettre fin à leurs grèves ; toujours en quête du « Tous ensemble ! » et toujours dans l'attente du jour où il se concrétisera, ils ne font que les suspendre...

16 Une de *La tribune des cheminots* mai 2003.



BIBLIOGRAPHIE

Les cheminots dans l'histoire sociale de la France

1967, Editions sociales, Paris

Batailles du Rail

1986, Editions Messidor, Paris

Voix libres Le conflit des cheminots de novembre - décembre 1995

1997, Les éditions de l'Atelier / Editions ouvrières, Paris

Cheminots et militants, un siècle de syndicalisme ferroviaire

2003, Les éditions de l'Atelier (collection Jean Maitron), Paris

Cheminots engagés 9500 biographies en mémoire XIX^e - XX^e siècles

2007, Les éditions de l'Atelier (collection Jean Maitron), Paris

1823 - 1918 Les cheminots, on s'en fait toute une histoire

2009, IHS CGT des cheminots

La longue marche vers la nationalisation des chemins de fer

2009, Le fil rouge n° 34, IHS CGT 76



La véritable histoire du « chiffon rouge »

Diverses versions fantaisistes circulent sur l'origine de cette chanson qui dès sa création en juin 1977, fut spontanément adoptée et reprise en chœur dans les rassemblements et manifestations pour les revendications et la défense des libertés. En Seine-Maritime, puis dans tout le pays, c'est devenu un des chants favoris des luttes animées par la CGT. Afin de faire la clarté sur sa naissance, nous avons sollicité les témoignages de ceux qui en furent à l'origine : Maryvonne Rioual, Jacky Lemonnier, Claude Simon et évidemment Michel Fugain.

Interview de Maryvonne Rioual

Jacques Defortescu



1 Maryvonne Rioual, ancienne adjointe au maire du Havre de 1971 à 1995.

Peux-tu nous préciser dans quelles circonstances, en tant qu'élue de la ville du Havre, tu as proposé la création de « Juin dans la rue » ?

Avant toute chose, il faut dire les liens particuliers tissés entre la population havraise et l'action culturelle.

En l'année 1968, au cours du mouvement des grandes grèves de mai et juin, particulièrement puissantes au Havre, a eu lieu un développement audacieux et novateur des initiatives culturelles dans les entreprises, pendant que se déployait dans les quartiers l'action des foyers de jeunes.

Et ceci grâce notamment à l'action conjuguée de la commission culturelle de Tourisme et Travail et de la Maison de la Culture, alors dirigée par Bernard Mounier et d'Olivier Stern, en charge plus spécialement de la décentralisation.

Alors que pendant le mandat 1965-1971, sous la direction du maire communiste René Cance, la municipalité s'était attelée à redonner vie aux grands établissements culturels : musées, muséum, conservatoire de musique, bibliothèque centrale, etc.

Ce mouvement profond allait bien évidemment s'inscrire dans les orientations de la politique culturelle municipale, dès 1971, sous la conduite du maire André Duroméa.

J'hérite de ces orientations et ensemble, élus, habitants des quartiers et animateurs professionnels (coopération que nous appelons notre « trépied »), nous développons les structures qui s'appelleront les CLEC (Centre de Loisirs et d'Échanges Culturels). C'est lors d'une assemblée au CLEC de Soquence (quartier populaire du sud-est du Havre), ce CLEC étant d'ailleurs le premier à inaugurer ce nom, qu'est arrêté, choisi le sigle sous l'impulsion de Jacques Lemonnier, son premier président : chaque mot devait faire sens. Dans le même mouvement, les bibliothèques annexes essaimeront dans les quartiers.

Qu'était donc « Juin dans la rue » ?

C'est, au fil des années, une succession de fêtes de la jeunesse au mois de juin, mais la volonté de faire de la population un véritable parte-

naire s'impose de plus en plus à nous. Question de démocratie sans doute ! C'est à Bernard Mounier toujours que l'on doit ce titre « Juin dans la rue ». Chaque année, dès septembre, la ville, la Maison de la Culture, la MJC, les CLEC, l'UCJG (l'Union Chrétienne de Jeunes Gens), Avenir et joie (du quartier du Perrey) se retrouvent autour de la table, pour construire et mettre en œuvre un programme sur un thème choisi pour le mois de juin suivant.

Curieusement, au début des années 70, le plasticien Ernest-Pignon-Ernest avait bouleversé le landerneau havrais en placardant sur les murs de la ville les morceaux découpés du corps de « L'homme éclaté ». Il avait saisi et traduit de façon magistrale l'éclatement en quartiers bien identifiés de notre ville du Havre. Et c'est cette même réalité qui va constituer le fil conducteur de notre « Juin dans la Rue » 1977.

Quels furent tes rapports avec Michel Fugain ?

C'est la rencontre de Max Serveau, alors animateur de la ville, et de Michel Fugain, à Bordeaux qui va être déterminante. Le Big Bazar de Fugain s'essouffle et se dissout. Fugain est donc disponible pour une aventure nouvelle : ce sera au Havre. Avec Max Serveau, je lui ménage une entrevue avec André Duroméa (curieusement André Duroméa connaît le père de Fugain, qu'il avait rencontré pendant la Résistance, médecin et militant infatigable du PCF de Grenoble.)

L'idée plaît beaucoup, mais Fugain pose ses conditions. Il veut rencontrer et discuter avec tous ceux qui seront partie prenante de l'aventure. OK ! Nous réunissons dans les grands salons de l'Hôtel de Ville, dès janvier, toutes nos forces : adhérents des CLEC, de la MJC, de l'UCJG, de la Maison de la Culture, représentées par Georges Rosevegue et Jean Noël, qui sont sceptiques et ricanent : que va-t-on faire dans cette galère avec ce pur produit du show biz ?

La réunion déborde d'enthousiasme, balaie les réticences, et les choses s'organisent. Fugain affecte deux comédiens chanteurs dans chacun des quartiers : Caucriauville, Aplemont, Rouelles-

Mare-Rouge, Montgaillard-Centre Ville, Perrey-Soquence. Les quartiers sud : Quartier de l'Eure, Brindeau, les Neiges, sont dédiés aux enfants des écoles.

Chaque quartier doit déterminer le thème qui lui tient le plus à cœur pour qu'il devienne une chanson, et chacun doit choisir sa couleur.

C'est à Soquence que le thème de la lutte pour une vie meilleure émerge et, évidemment, c'est le rouge qui est plébiscité. Les mots sont proposés et choisis, Maurice Vidalin en fera la chanson « Le chiffon rouge » et Fugain en fera la musique. Partout dans Le Havre, beaucoup de monde s'active, une chorégraphie est mise au point par Fugain.

L'audace est au rendez-vous : l'ouverture de scène fait 70 mètres, il faut faire monter 700 personnes sur la scène le soir du final. Deux cents projecteurs supplémentaires s'avèrent nécessaires, il faut en référer au maire, qui accepte.

Six mois d'un travail collectif intense. Les services de l'architecture dont Roland Ricouard a la responsabilité, n'ont jamais vu ça, mais sous l'impulsion de Max Thomas (technicien de la ville) tout devient possible.

Les difficultés sont surmontées une à une, mais le doute est présent malgré tout. Une répétition générale est organisée le jeudi au gymnase Pierre de Coubertin, à Aplemont, et c'est le souffle coupé que nous assistons à ce qui sera le spectacle du samedi soir.

Je crois que l'émotion que j'ai ressentie à Aplemont a été encore plus forte que celle vécue deux jours plus tard, place de l'Hôtel de ville, où 40 000 personnes se sont rassemblées.

Tous les havrais, parmi les plus anciens, se souviennent de ce final de juin 1977 sur la place de l'Hôtel de Ville du Havre. Aurais-tu imaginé le succès qu'a eu par la suite « Le chiffon rouge » ?

Cette manifestation a été l'affaire de toute une ville et a marqué pour longtemps la conscience collective des Havrais, chaque famille avait forcément quelqu'un sur scène, ça marque individuellement, et cette foule qui nous a dit : « Nous sommes heureux collectivement, nous sommes du Havre, nous l'avons fait, nous sommes heureux et fiers d'être Havrais » (formule que des hommes politiques de la droite n'hésiteront pas à piller plus tard). Voilà l'épopée !

Après cela, pourrions-nous faire mieux ? Cela a été le défi de chacune des années suivantes. Cela n'a pas été mieux, mais différent. Pour mémoire, en 1988, le « Zoulou blanc » Johnny Clegg a rassemblé 70 000 personnes qui ont investi le territoire de la bourgeoisie havraise: l'avenue Foch.



Le chiffon rouge

*Accroche à ton cœur un morceau
de chiffon rouge*

Une fleur couleur de sang

*Si tu veux vraiment que ça change
et que ça bouge*

Lève-toi car il est temps

*Allons droit devant vers la lumière
En montrant le poing et en serrant les dents
Nous réveillerons la terre entière
Et demain, nos matins chanteront*

*Compagnon de colère, compagnon
de combat*

*Toi que l'on faisait taire, toi qui
ne comptais pas*

*Tu vas pouvoir enfin le porter
Le chiffon rouge de la liberté
Car le monde sera ce que tu le feras
Plein d'amour de justice et de joie*

*Tu crevais de faim dans ta misère
Tu vendais tes bras pour un morceau de pain
Mais ne crains plus rien, le jour se lève
Il fera bon vivre demain*

Paroles de Maurice Vidalin
et musique de Michel Fugain
Juin 1977

Juin dans la rue, 1977

Claude Simon

Nous sommes en juin 1977. Depuis plusieurs années, la municipalité d'union démocratique qu'anime le Député-Maire communiste André Duroméa, a lancé une opération culturelle avec la participation de la population du Havre. Elle se déroule sur un mois et s'appelle tout simplement « Juin dans la rue ».

2 Claude Simon, Militant du Mouvement de la Paix est en 1977, militant du syndicat CGT des territoriaux du Havre, discutant avec Michel Fugain.

Nous sommes en juin 1977. Depuis plusieurs années, la municipalité d'union démocratique qu'anime le Député - Maire communiste André Duroméa, a lancé une opération culturelle avec la participation de la population du Havre. Elle se déroule sur un mois et s'appelle tout simplement « Juin dans la rue ». Chaque jour se déroulent des manifestations festives dans les rues, la Maison de la Culture, la MJC, et les petits centres culturels de quartier appelés CLECs : Centres de Loisirs et d'Echanges Culturels.

L'originalité de ces lieux ouverts aux habitants de 7 à plus de 77 ans, c'est que, coordonnée par une responsable municipale, il est géré par des habitants du quartier, bénévoles, qui choisissent les programmes, animent souvent des ateliers (ciné-club, danse, guitare, poterie, etc..) en un mot, donnent vie à ces lieux de rencontre. Max Serveau, le « directeur » du premier CLEC, celui du quartier de Soquence, nous disait amicalement : « Mes patrons, c'est vous ».

En juin 1977, il en existe dans les 7 quartiers du Havre et ils sont particulièrement impliqués dans le déroulement des festivités et notamment du spectacle final qui sera une « Fête de la paix » et dont l'élaboration a été confiée à Michel Fugain et sa compagnie.

Ils le préparent avec les CLECs pendant six mois. Chaque quartier reçoit une des 7 couleurs de l'arc-en-ciel, et un thème à travailler : le bateau, les enfants, le village et la cité, l'hommage aux anciens, la non - violence, la Paix de toutes les couleurs, et pour le CLEC du quartier de Soquence : les rejetés, les parias de la société. Chaque thème doit être illustré par une chanson, un poème et un symbole matériel exprimant ce qu'il faut détruire : l'argent le racisme, la guerre... Ces symboles seront brûlés sur la place de l'Hôtel de ville, le soir de la fête finale.

Pour le quartier de Soquence qui rejette l'exclusion, la haine, c'est un immense cœur de pierre



(des pierres peintes sur contreplaqué bien sûr) qui flambra. Le poème sera « Les gueux » et la chanson... « Le chiffon rouge ».

La première fois que j'entends ce titre, c'est un soir de réunion du comité de gestion, au tout début de 1977. Sylvette Lemonnier, animatrice, nous dit : « Voilà, nous représenterons tous les rejetés du monde, les parias, les gueux... Fugain a écrit une musique sur les paroles de Maurice Vidalin... Ça commence par « Accroche à ton coeur un morceau de chiffon rouge... », il faut faire un poème qui aille avec... »

En rentrant, très tard le soir, j'ai pris ma plus belle plume (ça devait être un stylo à bille à l'époque) et j'ai écrit : « Les gueux » (voir ci-joint et remarque) Le 18 juin au soir, sur une scène immense, place de l'Hôtel de Ville où, coude à coude, participaient 40 000 habitants du Havre et des environs, 800 chanteurs, danseurs, acteurs, tous bénévoles, dont 250 enfants, ont conjugué au présent le thème du final : ça s'est passé un soir d'été dans un « Havre de Paix ».

Sans doute a-t-on un peu oublié les six autres chansons... Mais « Le chiffon rouge » lui, est toujours vivant, chanté dans toute la France depuis 36

ans. Il a servi de « chanson générique » à l'émission (Je crois que c'est en 1980, l'année de la casse de la sidérurgie) de « Radio-lorraine, cœur d'acier », à l'époque où émergeaient ces radios clandestines qui vont devenir plus tard des radios libres. Et maintenant, il n'est pas de manifestation populaire où on n'entende pas s'élever cet appel à « accrocher à notre cœur un morceau de chiffon rouge » car, heureusement, nous sommes toujours nombreuses et nombreux à croire que « le monde sera ce que nous le ferons, plein d'amour, de justice et de joie » !

Les gueux, poème de Claude Simon

Enfant gueux du Sahel,
Petit gueux Bengali,
Au ventre ballonné,
A force d'être vide...
Gueux du Chili
Que l'on torture,
Gueux matraqué
De Soweto...
Gueux étranger
Venu chez moi,
Gueux Portugais
Gueux Africain
Que l'on repousse
Parce que ta peau
Est trop foncée...
Gueux de partout...
Gueux de toujours...
Gueux du merdier mondial
De la cour des miracles

Accroche à ton cœur
Un chiffon rouge
Rouge du sang
Des opprimés !

Petit gueux nouveau-né
Dont le premier regard
Bute au béton du mur
De l'HLM...

Et toi, gueux petit frère
Sélectionné
Dès ton école
Maternelle...
Et toi, grand frère gueux
Déjà chômeur
Avant même d'avoir pu
Travailler...
Et gueux aussi mon père,
Trimardeur usé

Bien avant la retraite...
Et gueuse la maman
A la bourse trop plate
Dans le trop grand
Super- marché ...
Qui survit de l'aumône
Qu'on appelle pension !
Gueux de partout...Gueux
de toujours ...
Accroche à ton cœur
Un chiffon rouge
Rouge de la colère
Des délaissés !

Mais regarde, gueux,
Ouvre les yeux
Et vois
La marche du monde
La lutte du monde

Celle des hommes,
Celle des femmes,
Celle des jeunes, Celle des
vieux
Qui se lèvent et descendent
Dans la rue
Criant à la face
Des grands,
Des puissants,
Des dominants,
Leur soif d'aimer, Leur soif
de marcher debout,
Leur soif de mordre
A pleines dents,
De boire
A pleine bouche
La vie !
Regarde le cortège
De tous les gueux
Qui repeignent le ciel

Aux sept couleurs de l'arc
Afin qu'y puisse voler
En Paix
La colombe
Au rameau d'olivier !

Gueux de partout...
Gueux de toujours...
Rejoins-les dans la rue !
Descend, marche, cours
Et crie !
Accroche à ton cœur
Un chiffon rouge,
Rouge comme le vent
De la révolte...
Rouge comme le soleil
Qui se lève
Dans le matin
De juin !

Gueux de Soquence ...
Gueux de la ville...
Gueux de partout...
Gueux de toujours...
Tu peux changer le monde !
On peut changer le monde
Quand on est
Des tas de gueux,
Des tas d'amis,
Sur la terre !
Accroche à ton cœur
Ton chiffon rouge,
Rouge comme le feu
De l'amitié !

Le cœur nouveau
De l'homme qui bouge
Bâtit le rire,
Bâtit la joie,
Bâtit la paix,

Bâtit le monde !

Gueux de partout...
Gueux de toujours...
Toi qui es foule,
Accroche à ton cœur
Ton chiffon rouge
Rouge du sang
Des opprimés,
Rouge comme les yeux
Des repoussés
Brûlants de larmes
Ravalées,
Rouge comme le soleil
levant,
Comme les joues de nos
enfants,
Comme la flamme de
l'unité
Comme l'amour et l'amitié !
Accroche à ton cœur
Et j'accroche au mien
Accrochons tous
Nos chiffons rouges...
Et qu'ils claquent dans le
vent !
Et qu'ils flottent sur le
monde !
Et qu'ils se nouent
Les uns les autres...
Et que se nouent
Les unes aux autres
Les mains des gueux
De l'univers
Pour porter haut
Et planter dur
Le drapeau rouge
De la Paix
Et Liberté !

La genèse du chiffon rouge

Jacky Lemonnier

Au début des années 70, la municipalité du Havre, forte de l'expérience des foyers de jeunes, décide d'élargir le public et de créer des maisons de quartiers. Les animateurs municipaux dont Jean Jacques Leroux et Max Serveau sont chargés de rassembler d'éventuels bénévoles pour animer ces structures.

A cette époque, le gouvernement avait doté les villes qui le souhaitaient de bâtiments dédiés (opération mille clubs). A Soquence, quartier périphérique à l'est du Havre, une des structures a été érigée près du vélodrome. En 1971, l'association de loisirs et culture est créée avec un animateur permanent, employé municipal, et un comité de gestion d'une vingtaine de membres. Le nom de Centre de Loisirs et d'Echanges Culturels (CLEC) est retenu par le Conseil d'Administration. Le même type d'organisation est adopté dans d'autres quartiers et, quelques années plus tard, 10 CLECs fonctionnent. Le mixte d'activités manuelles ou culturelles avec des spectacles, parfois programmés par la Maison de la Culture, rencontre un vif succès : les CLECs comptent jusqu'à 10 % de la population du quartier comme adhérents. Un certain nombre d'animateurs passent du statut de bénévoles à professionnels. Chaque année, à l'occasion de la manifestation « Juin

dans la rue », les jeunes (et moins jeunes) défilent, grimés à l'occasion d'un mini carnaval dans le centre-ville. Des concerts ont lieu dans les quartiers et un grand concert clôture ce mois de fêtes.

Juin 1977

C'est dans ce contexte que Max Serveau (devenu Conseiller culturel au niveau municipal) rencontre Michel Fugain animateur du « Big bazar ». Ce groupe fonctionne en troupe et avec l'assentiment du maire du Havre, André Duroméa, et de l'adjointe chargée de la jeunesse, Maryvonne Rioual, il est décidé d'inviter la troupe en résidence au Havre pour préparer la fête du 18 juin. Les artistes se répartissent dans les différents CLECs et la teneur du spectacle est élaborée avec les adhérents guidés par les professionnels. Chaque CLEC choisit un thème. Soquence choisit : la revendication, la lutte, et décide de s'habiller en rouge pour la manifestation.

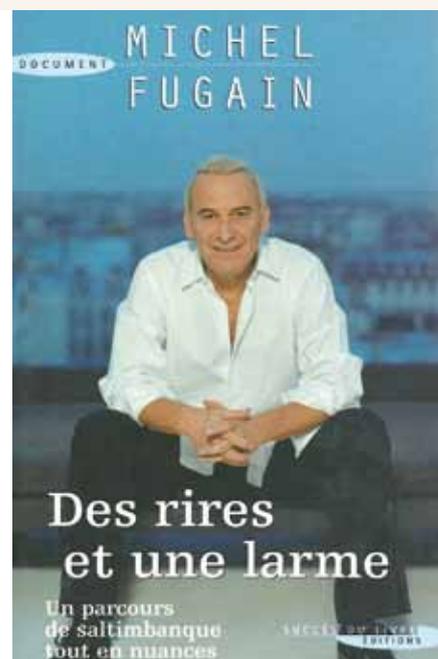
Un texte est remis au parolier Maurice Vidalin qui crée « Le Chiffon Rouge » qui sera enregistré en studio. La première interprétation publique aura lieu dans un gymnase où tous les participants se retrouvent pour l'ultime répétition.

Le spectacle sera donné sur une scène gigantesque devant 40 000 spectateurs.

Contribution originale de Michel Fugain au *Fil rouge*

Michel Fugain a produit en 2008 un livre *Des rires et une larme*, éditions Succès du livre - 14 €, qui traite à sa manière de son passage au Havre de la page 335 à la page 354.

« Le Chiffon rouge est ma Légion d'Honneur à moi. Pour avoir les deux, cela fait bien longtemps que je ne porte plus l'une, car je sais qu'elle est portée avec suffisance par beaucoup d'hommes qui n'ont rien d'honorable, alors que je porterai et chanterai mon bout de chiffon rouge jusqu'à la fin de mes jours avec toujours autant de fierté aux côtés d'hommes et de femmes que je connais depuis ma plus tendre enfance de fils d'un toubib qui a combattu sa vie entière toutes les injustices et défendu toutes les libertés. »





UN « HAVRE » DE PAIX

Photographies de Vincent Gosselin et Eric Levilly

« Le 18 juin au soir, sur une scène immense, place de l'Hôtel de Ville où, coude à coude, participaient 40 000 habitants du Havre et des environs, 800 chanteurs, danseurs, acteurs, tous bénévoles, dont 250 enfants, ont conjugué au présent le thème du final : ça s'est passé un soir d'été dans un 'Havre de Paix'. »

Claude Simon

« Chaque thème doit être illustré par une chanson, un poème et un symbole matériel exprimant ce qu'il faut détruire : l'argent le racisme, la guerre... Ces symboles seront brûlés sur la place de l'Hôtel de ville, le soir de la fête finale. »

Claude Simon







« Cette manifestation a été l'affaire de toute une ville et a marqué pour longtemps la conscience collective des Havrais, chaque famille avait forcément quelqu'un sur scène. »

Maryvonne Rioual

Jacqueline Cléret : employée administrative militante

Jacky Maussion

Notre Institut CGT d' Histoire Sociale de Seine-Maritime, fort de son expérience à travers le livre « Haute Normandie Pages d' Histoire Sociale » paru en coopération avec la CGT de Normandie, conscient que de nombreux militants syndicaux auraient pu figurer dans ce livre, a décidé de poursuivre cette publication, en reprenant dans les parutions de notre revue, d'autres portraits de ceux qui ont participé à la construction et au développement de la CGT en Seine-Maritime. Aujourd'hui nous avons rencontré Jacqueline Cléret qui fut Secrétaire Administrative de l'UD. Nous voulons à cette occasion rendre un vibrant hommage aux militantes administratives de la CGT, sans qui notre organisation n'existerait pas.



1 Jacqueline Cléret, en 1968
devant l'Union Départementale.

Jacqueline Cléret n'a pas eu à choisir entre son activité professionnelle et son activité syndicale. Embauchée le 1^{er} octobre 1946 au siège de l'Union Départementale, elle va participer et vivre tous les événements qui ont marqué le mouvement ouvrier dans notre département durant trois décennies.

Employée administrative ! La qualification requise n'apparaît pas pourtant s'appliquer à la salariée que le syndiqué, le délégué, et même parfois le non syndiqué qui vient chercher un renseignement ou de l'aide, a souvent comme première interlocutrice lorsqu'il franchit le seuil de l'Union Départementale. Il faut en effet être une militante pour mettre un tract en forme, rédiger un courrier, répondre au téléphone à des dirigeants de syndicats, hiérarchiser les informations auprès des secrétaires de l'UD, et même souvent faire en sorte que l'ambiance soit fraternelle et les locaux accueillants.

Premier travail : allumer chaque matin le poêle du local de l'Union Départementale

Rien ne prédestinait pourtant Jacqueline Cléret à devenir employée administrative de la CGT. Fille d'un cheminot qui avait été révoqué en 1933 pour fait de grève et réintégré en 1936, mère au foyer « où on ne parlait jamais de politique et de syndicat », elle est scolarisée à l'école Franklin à Sotteville. En 1942, pour éviter les dangers des bombardements, elle est évacuée à Saint Pierre d'Autiès dans l'Eure. « J'avais

l'impression d'être de trop dans cette famille de châtelains. Le maître des lieux était un grippe-sou, il me chapardait mon chocolat et mon sucre. Il nous faisait tirer une carriole chargée de pommes et de poires jusqu'à Vernon. Je n'avais que douze ans ! Heureusement, j'ai ensuite été placée dans une ferme à Saint Just. J'étais bien. J'étais debout dès cinq heures du matin pour aller traire les vaches. Je ne m'en plains pas, j'ai appris durant cette période beaucoup de choses. J'ai même failli mourir lorsqu'un bombardier américain, touché par la DCA allemande, a largué ses réservoirs. Le carburant est tombé sur la ferme qui s'est enflammée. A vingt mètres près, j'étais carbonisée ». Elle revient à Sotteville lors de la Libération en septembre 1944 : « Je souhaitais entrer à l'École Normale, mais j'avais plus de 14 ans, j'ai donc intégré l'école Pigier située à l'époque dans le passage des Carmes, à Rouen pour apprendre la sténo et devenir dactylo ». L'apprentissage va être de courte durée : « J'y suis restée un an : Mes parents ne pouvaient plus payer ». Elle reste au chômage durant six mois et cherche en vain un poste de secrétaire. Une rencontre fortuite va changer sa vie : « J'ai rencontré Mauricette Daire du syndicat des marins lors d'une visite à mon frère aîné qui était hospitalisé à l'Hôtel Dieu. Tu devrais aller place du 39, ils cherchent une dactylo, » m'avait-elle conseillée ». « Place du 39, ou place du 39^e », comme le disaient les militants de la CGT à la Libération, désignait le baraquement de la place du 39^e Régiment d'Infanterie à Rouen, qui avait été réquisitionné par le Comité de la Libération afin de fournir des locaux à la CGT. Aujourd'hui, la place est devenue un parking entre la rue d'Amiens et la rue Armand Carrel. Accompagnée par ses parents, elle à peine seize ans- elle est reçue par Lucien Cléret, le secrétaire administratif de l'UD : « Il m'a trouvée un peu jeune et sans expérience. Il a décidé de me mettre à l'essai. Je suis revenue le lendemain, j'étais toute timide ». Jacqueline ignore que l'homme qui vient de l'embaucher est un résistant qui a effectué trois ans de prison et a été déporté à Buchenwald. Elle ignore aussi qu'un jour il deviendra son mari. Mais en attendant, le 1^{er} octobre 1946, elle va découvrir que son premier travail consiste à allumer le poêle : « Le baraquement était truffé de courants d'air. Il pouvait y faire très froid ». Les permanents, Fernand Legagneux, secrétaire général, Roger Sporry, Lucien Cléret, Hélène Caudron, ont à leur disposition une voiture réquisitionnée elle aussi par le Comité de la Libération. « Aucun, à l'exception de Lucien, ne savait conduire » se souvient Jacqueline Cléret, il avait donc un chauffeur.

Trois décennies riches en événements

La période, qualifiée de « reconstruction », ne met pas entre parenthèses les problèmes liés aux conditions de vie et de travail. Lors de la grève des mineurs

de 1948, Jacqueline Cléret, va accueillir chez elle un enfant de gréviste. Il serait fastidieux de relater tous les événements auxquels Jacqueline Cléret a participé. Le combat contre l'arme atomique lors de l'appel de Stockholm en 1950, par exemple, va recueillir 400 000 signatures en Seine-Maritime. « L'affaire des pigeons » en 1952, où Jacques Duclos, dirigeant du Parti Communiste Français va être accusé d'avoir utilisé les volatiles pour se livrer à une activité d'espion, va avoir des conséquences inattendues au siège de l'UD. Ses dirigeants furent en effet poursuivis et les locaux du 39^e perquisitionnés. « La police avait envahi tous les bureaux. Lucien Cléret, tranquille-

2 Rue du renard à Rouen, l'ancien siège de l'UD CGT. Archives IHS CGT 76.



ment, jetais des documents dans le poêle devant les policiers » se souvient-elle. En 1955, l'occupation pendant trois jours de la caserne Richepanse à Petit-Quevilly pour protester contre le rappel du contingent ; les grèves de 1956 qui aboutirent à l'obtention de la troisième semaine de congés payés ; les événements de Budapest, en 1956, et le déchaînement des fascistes contre la CGT ; la lutte de la CGT, dès 1958, contre la politique antisociale du pouvoir gaulliste ; la fin de la guerre d'Algérie en 1962 ; la grève des mineurs en 1963 ; les grèves de mai et juin 1968. L'employée administrative de l'Union Départementale de manque pas de travail. La jeune fille timide était devenue rapidement une militante : « Personne ne m'a demandé d'adhérer à la CGT. Il n'y avait pas de syndicat des employés. J'ai ensuite été affectée au syndicat de la CPAM dirigée par Yvette Briard ». Lors de la réception organisée à l'occasion du départ en retraite de Jacqueline, le 22 septembre 1977, Serge Laloyer, secrétaire adjoint de l'UD relèvera : « Depuis trente-



3 Jacqueline Cléret.

Scènes de vie

11 février 1930

Naissance à Sotteville.

Jusqu'en 1942

École Franklin à Sotteville, évacuée à Saint Pierre d'Autiès dans l'Eure, puis à Saint Just, afin d'éviter les bombardements.

Septembre 1944

Retour à Sotteville, suit les cours Pigier pour devenir sténo-dactylo.

1^{er} octobre 1946

Embauchée comme secrétaire administrative à l'Union Départementale des syndicats CGT.

4 septembre 1948

Mariage avec Bernard Delamare. Naissance d'une fille en 1952. Divorcée en 1957. Achat d'un appartement à Bonsecours en 1958. Lucien Cléret devient son compagnon. Deux naissances, des garçons, agrandissent la famille. 1970, mariage avec Lucien Cléret. Le couple s'installe à Préaux.

Début des années 60

Elle quitte les locaux de la place du 39^e, pour le 38 de la rue du Renard, nouveau siège de l'Union Départementale.

22 septembre 1977

Départ en retraite, après 31 ans de travail à l'Union Départementale.

17 janvier 1985

Décès de Lucien Cléret.

Fin 1999

Retour à Sotteville dans un appartement de la résidence Sampic.

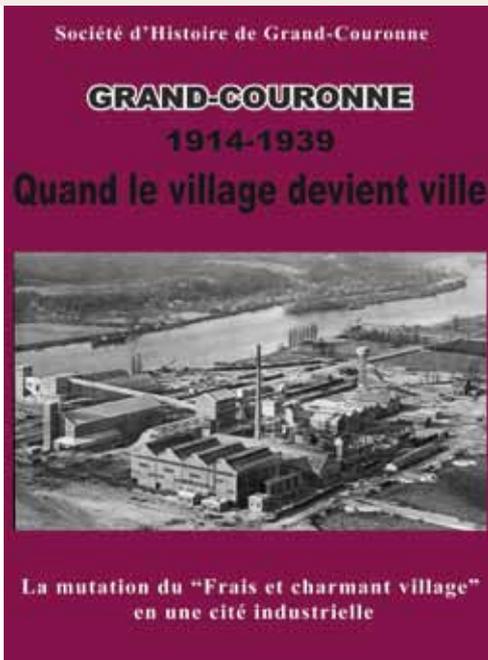
et-un ans, Jacqueline fait bénéficier notre mouvement syndical de son dévouement, de ses qualités, de sa gentillesse appréciée de tous les militants qui ont travaillé avec elle. Je sais qu'elle ne regrette pas d'avoir consacré cette longue période de sa vie au service de la CGT. Elle a vécu de très près tous les événements sociaux et politiques, tous les combats de la classe ouvrière du département ».

Avec les secrétaires généraux de l'Union Départementale

Jacqueline Cléret a travaillé durant trente ans avec différents secrétaires de l'Union Départementale. En 1946, lorsqu'elle devient employée administrative, Fernand Legagneux est secrétaire général. Il est élu député communiste en 1956. Il avait été plusieurs fois candidat à diverses élections, mais le 2 janvier 1956, c'est lui qui conduit la liste du parti communiste français aux élections législatives avec Roland Leroy, alors secrétaire fédéral. Avec 72 824 voix sur 239 134 suffrages exprimés, les communistes obtiennent deux élus ; les autres sièges échoient au socialiste Tony Larue, au candidat divers gauche Constant Lecoer et au radical André Marie. Le grand perdant de cette élection est le député sortant du MRP : Jean Lecanuet. Fernand Legagneux sera remplacé au secrétariat général le 11 mai 1958 par Roger Sporry, puis Jean Malvasio deviendra le secrétaire général, le 12 mai 1964, puis ce sera au tour de Bernard Isaac, le 27 novembre 1966, de diriger l'Union Départementale. Jacqueline Cléret garde un souvenir affectueux à l'égard des secrétaires généraux avec lesquels elle a travaillé, notamment de Jean Malvasio : « Il était très droit, très à l'écoute, très respectueux avec nous. Il prenait son temps pour nous convaincre et prenait du plaisir à faire partager son opinion ». Plusieurs visages, après tant d'années, lui restent familiers. Outre les secrétaires généraux, elle égrène spontanément des noms : Marcel Letessier, Robert Privat, Gilbert Grenier, Albert Perrot, Annick Benoit, Serge Laloyer, Claude Lelevier, Eugène Demercastel, Yvette Briard...et tous les jeunes qui arrivent (ils sont aujourd'hui en retraite), Michel Clée, Roger Lejeune...

Un élément modérateur

Après avoir habité dans une maison à Préaux, Jacqueline Cléret est revenue à Sotteville, la ville de son enfance. Elle garde une grande fierté d'avoir travaillé et milité à l'Union Départementale : « Il m'arrivait souvent de m'occuper de la comptabilité et de la trésorerie. Il fallait qu'ils aient confiance. Les militants ont toujours une personnalité assez marquée, très forte. J'avais bien conscience, au quotidien, d'être aussi un élément modérateur. Ce n'était pas toujours évident ».



La mutation d'un village devenu ville

de Thérèse Boulanger,
Gérard Gillard
et René Lefebvre

Jacques Defortescu

Grand-Couronne 1914-1939, Quand le village devient ville
27 €. Edité par la Société d'Histoire de Grand-Couronne, 23 rue Jean Jaurès 76530 Grand-Couronne

A la suite du « Frais & charmant village de Grand-Couronne » paru en 1997, quelques seize ans plus tard, nos amis(es) de la Société d'Histoire de Grand-Couronne publient un nouvel opus : *Grand-Couronne, 1914-1939, Quand le village devient ville*.

C'est un vrai travail d'historiens que réalisé par Thérèse Boulanger, Gérard Gillard et le regretté René Lefebvre, Président de la Société d'Histoire de Grand-Couronne, disparu en août 2011.

Faisant le lien entre les situations nationale et locale, tout au long de ces 464 pages, cet ouvrage fait revivre des événements de cette ville de la rive gauche de

prises disparues aujourd'hui) et à l'implantation, à cette occasion, des cités ouvrières, la mise en place d'infrastructures nouvelles qui formeront la ville à la veille de la seconde guerre mondiale. Tout cela est relaté avec moult détails. Le village devenu ville ouvrière participe avec enthousiasme aux luttes pour « Le pain, la paix et la liberté » de 1936, puis tente avec acharnement d'en préserver les acquis par la grève générale de novembre 1938, et s'affirme solidaire des Républicains espagnols.

Ce livre ne s'adresse pas seulement aux habitants de la commune, mais aussi à tous, celles et ceux intéres-

À partir d'un nombre considérable d'archives et de témoignages, les auteurs ont reconstitué l'histoire de la commune de l'entre-deux-guerres et la sociologie, les traditions ouvrières de ses habitants.

Rouen, essentiellement ouvrière. Aujourd'hui forte de près de 10 000 habitants, (1 500 quand commence le livre) elle s'est transformée au cours des 25 ans étudiés et présentés par les auteurs.

A partir d'un nombre considérable d'archives et de témoignages, dont certaines publications très originales, les auteurs ont reconstitué, année après année, non seulement l'histoire de la commune dans l'entre-deux-guerres, mais également la sociologie, les traditions ouvrières de ses habitants (tes).

Ce travail, tout à fait remarquable commence à la guerre de 14/18, puis vint l'industrialisation. La création de l'usine « Jupiter » devenue la « Shell », puis « Pétro-plus », la « SONOPA » et la « PEC » (deux entre-

sés(es) par l'histoire sociale. Des documents et témoignages émouvant, tels ceux relatifs à la guerre 14/18 (dont nous commémorerons l'an prochain le 100^e anniversaire), de nombreux extraits de journaux de l'époque, des graphiques, des reproductions de documents rares, de tracts, donnent envie d'en savoir plus et d'attendre avec impatience le tome trois de l'évolution de ce charmant petit village devenu ville et, qui sera (on le sait aujourd'hui) un des éléments moteurs du « Port Autonome de Rouen », même si c'est une autre histoire. Nous conseillons donc vivement aux lecteurs du *Fil rouge* de se procurer cet important ouvrage qui va bien au-delà de la vie des habitants de Grand-Couronne.

« Des luttes et des femmes »

Exposition en coopération avec l'institut CGT d'Histoire Sociale de Seine-Maritime, au Conseil général de Seine-Maritime

A la veille de la « Journée internationale de lutte pour les droits des femmes ¹ », le jeudi 7 mars dernier, à l'initiative du Conseil Général de Seine-Maritime, s'est tenue une « Conférence Citoyenne » sur le thème : « Femmes en lutte, luttes des femmes ».

Devant un parterre de plus de 120 personnes, les débats furent menés, animés par une table ronde à laquelle participaient Madeleine Hersent, sociologue, Élodie Jauneau, historienne, Annie Rouquier, historienne, inspectrice pédagogique régionale ainsi que, pour la CGT : Ghyslaine Richard, membre de la CE confédérale, responsable du secteur Femmes Mixité. Ghyslaine Richard rappela que l'égalité professionnelle pour les femmes est un des ressorts du développement économique, tout comme la qualité de vie au travail.

Contrairement à ceux qui ne parlent que du « coût du travail », l'implication qu'hommes et femmes mettent dans le travail, est un moteur essentiel pour les entreprises. Cette implication dépend de la qualité et des conditions dans lesquelles le travail s'exerce et de la reconnaissance que la société lui accorde. Les femmes sont discriminées dans le travail : salaires inférieurs de plus de 27% à celui des hommes, temps partiel imposé, parcours professionnels plus difficiles. Lutter contre les inégalités passe donc par une prise en compte du genre dans toutes les négociations dans l'entreprise, bien sûr, mais aussi dans les négociations interprofessionnelles. Faire avancer la cause des femmes, c'est faire avancer toute la société française. La CGT dans les négociations en cours va continuer à défendre ce point de vue et à pour-



suivre l'action pour l'égalité, au-delà des commémorations, de manière spécifique dans tous les dossiers revendicatifs et ne jamais rien lâcher, contre tout risque de retours en arrière préjudiciables pour tous, hommes et femmes.

La conférence fut conclue par Caroline Dutartre, Vice-présidente du Conseil Général, après quoi toutes et tous furent invités à visiter l'exposition « Des luttes et des femmes » de notre Institut Nationale d' Histoire Sociale, complétée par des documents et des photos d'archives de notre IHS CGT 76. L'exposition a été visible du 4 à fin mars 2013, dans le hall du Conseil général.

1. C'est Clara Zetkin (1857-1933), révolutionnaire allemande, qui proposa cette Journée internationale en 1910 à Copenhague.

1 Ghyslaine Richard, à droite, Membre de la CE Confédérale intervenant à la tribune.

L'IHS CGT 76 à l'Armada de Rouen

En coopération avec « Les amis de l'Huma », l'IHS CGT 76 sera présente à l'occasion de l'Armada de Rouen, dans le stand du journal l'Humanité ou une exposition sur « Les chantiers de Normandie » sera inaugurée le 10 juin à 18h30.

Un débat avec Michel Grogennec (historien) sur « Les chantiers de Normandie, 1893-1987, un siècle de construction et réparation navale en Seine-Maritime » aura lieu le 11 juin à 20 heures dans le stand de l'Humanité.

Pierre Largesse reçu chevalier dans l'ordre des Arts et Lettres

Le 17 janvier dernier, Madame la Ministre de la Culture et de la Communication, Aurélie Filippetti, a nommé notre Vice-Président Pierre Largesse, Chevalier dans l'ordre national des Arts & Lettres.



1 Pierre Largesse en 2007, lors de son intervention pour les dix ans de l'Institut.

Notre camarade Pierre Largesse adhéra à la CGT en 1944, alors qu'il venait de rentrer au service municipal d'électricité de la ville d'Elbeuf. Il y restera durant toute sa carrière de salarié.

En 1951, il fut nommé Secrétaire adjoint de l'Union Locale CGT d'Elbeuf. Administrateur à la CMCAS de Rouen de 1950 à 1981. Son goût pour l'histoire sociale se forgea dans les années 1960 et il sympathisa avec l'historien universitaire Marcel Boivin.

En 1977, avec Alain Van der Malière, il créa au théâtre Maxime Gorki, à Petit Quevilly, la pièce

« Chroniques Elbeuviennes 1840- 1846 » qui fut ensuite donnée à la Maison de la Culture du Havre, et naturellement à Elbeuf. En 1981, alors qu'il partait en retraite d'EDF/GDF, Pierre Largesse commença à suivre des cours d'histoire contemporaine à l'Université de Rouen sous la conduite de Claude Mazauric.

En 1995, il obtint le Diplôme universitaire d'études doctorales en Histoire. En 1996, avec les militants CGT de Seine-Maritime, l'Union Départementale et les Unions Locales du département, il participe à la création de notre Institut CGT 76, dont il fut élu vice-président. Il est également Président de la Société d'Histoire d'Elbeuf.

Pierre a écrit un nombre très important d'ouvrages relatifs à l'histoire sociale. Il a publié de nombreuses communications et contribue régulièrement à la rédaction de notre journal *Le fil rouge*. Il publia notamment dans le numéro spécial de l'hiver 2011 (n°42) toute une série d'articles sur « Les émeutes d'avril 1848 à Rouen et à Elbeuf, pour une république sociale ». De 2009 à 2012, il a tenu une quinzaine de conférences « Pour saluer Jaurès » qui réunirent dans divers lieux de Seine-Maritime, de la Somme et du Calvados, près de 700 spectateurs, à l'initiative de notre Institut.

Nous sommes fiers de compter Pierre Largesse dans notre Institut.

Condoléances

Depuis la parution de notre dernier *Fil rouge* nous avons eu à déplorer la disparition de nos amis et camarades : **Michel Havard**, ancien secrétaire du CE Esso à Notre-Dame-de-Gravenchon et maire de Bolbec ; **André Houlbreque**, président de la FNDIRP de la région havraise ; **Jean-Pierre Marais**, ancien

secrétaire du syndicat des métaux du Havre et adjoint au maire de Petit-Quevilly et **Jean Salen**, ancien secrétaire du syndicat de la PEC et maire de Grand-Couronne. À leurs familles respectives, notre rédaction et l'Institut CGT d' Histoire Sociale de Seine-Maritime présentent leurs plus sincères condoléances.

DEVENEZ ACTEURS DE L'INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE DE SEINE-MARITIME

Soutenez-nous, rejoignez-nous, abonnez-vous au Fil Rouge

Abonnement ou adhésion individuelle

Nom:

Prénom:

Adresse:

Code Postal: Ville:

Adhésion simple ou abonnement au Fil Rouge: 20 €/an
(sans abonnement aux Cahiers d'Histoire Sociale)

Adhésion ou abonnement: 33 €/an
(avec abonnement aux Cahiers d'Histoire Sociale)

**Abonnement dans le cadre d'une adhésion d'un groupe-
ment, d'un syndicat, ou d'une association avec un droit
unique de plus de 10 exemplaires**

10 € par numéro (avec une seule adresse de livraison)

Versement: 10 € x (nombre) = €

Abonnement groupement ou association

Syndicat, UL ou association pour 2013: 50 €/an
(avec 3 exemplaires du Fil Rouge)

Comité d'entreprise (ou organisme équivalent):
(avec l'abonnement aux Cahiers d'Histoire Sociale)

moins de 500 salariés: 80 €/an (avec 3 ex. du Fil Rouge)

plus de 500 salariés: 160 €/an (avec 3 ex. du Fil Rouge)

Nom et/ou intitulé:

Adresse:

Code postal: Ville:

Date du paiement:

Adressez vos chèques à:
Institut CGT d'Histoire Sociale
de Seine-Maritime, maison CGT,
26 avenue Jean-Rondeaux
76108 Rouen cedex

NOUVEAU

Réglez votre cotisation/abonnement par prélèvement automatique afin de ne pas oublier celle-ci. Une fois par an, nous vous la préleverons. Envoyez-nous un relevé d'identité bancaire et nous ferons le nécessaire.

(notre numéro d'émetteur: 522922)

Remplissez l'autorisation de prélèvement ci-dessous.

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever une fois par an sur ce dernier, si la situation le permet, le prélèvement ordonné par le créancier désigné ci-contre.

En cas de litige sur un prélèvement, je pourrais en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

Titulaire du compte

Nom:

Prénom:

Adresse:

Code Postal: Ville:

Désignation du compte à débiter

Etablissement:

Guichet:

N° de compte:

Clé RIB:

Créancier: Institut CGT d'Histoire Sociale,
26 avenue Jean-Rondeaux, 76108 Rouen cedex
numéro d'émetteur: 522922

Etablissement teneur du compte

Nom:

Prénom:

Adresse:

Code Postal: Ville:

Ne pas oublier le RIB



L'Assemblée Générale de l'IHS CGT 76 s'est tenue le 12 avril 2012 à Rouen.

Elle a élu son Conseil d'Administration composé de :

Serge Laloyer (Président)

Pierre Largesse, Robert Privat, Albert Perrot (Vice-Présidents)

Jacques Defortescu (Secrétaire) **François Auvray** (Secrétaire Adjoint) **Jean Jacques Lefebvre** (Trésorier) **Pascal Lamotte** (Trésorier Adjoint) **Guy Décamps** (Décédé) (Archiviste) **Marius Bastide, Bernard Berthelot, Jacques Durand, Luc Bourlé, Régis Gasse, Pierre Lebas, David Lottin, Jacky Maussion, René Olleville, Gaël Pasquier, Daniel Verger, Guy Wurcker, Germain Narzis**, membres du CA.

Conformément aux statuts de l'IHS CGT 76, le Conseil scientifique de l'Institut composé de : **Michel Croguennec**, archiviste à la ville de Petit-Quevilly, **Jean Numa Ducange**, Maître de conférence en histoire contemporaine - Université de Rouen, **Marie Paule Dhaille/Hervieu**, Docteur en histoire contemporaine - Institut d'Etudes Politiques de Paris, **Pierre Largesse** Vice-Président de l'IHS CGT 76, **Boris Lecoeur**, Professeur Agrégé d'histoire, **Yannick Marec**, Professeur d'histoire contemporaine - Université de Rouen, **Claude Mazauric**, Professeur émérite d'histoire moderne - Université de Rouen, **Michel Pigenet** Professeur d'histoire contemporaine Paris 1 Panthéon - Sorbonne, **Monique Rolland-Simion**, Professeur Agrégée d'histoire honoraire - Université de Rouen, **Eric Saunier**, Maître de conférence en histoire moderne - Université du Havre, s'est réuni le 6 septembre 2012.



T. L. C. Vacances

VOS VACANCES NOTRE PASSION



LOCATIONS - VACANCES FRANCE



Pour un Tourisme social et associatif de qualité pour Tous !

www.tlcvacances.fr
02.35.21.69.63

